

ORGANISATION MONDIALE

DU COMMERCE

G/L/284

4 décembre 1998

(98-4881)

RAPPORT (1998) DU COMITÉ DE L'ACCÈS AUX MARCHÉS

1. Le Comité de l'accès aux marchés a tenu quatre réunions formelles en 1998: les 26 mars, 18 juin, 22 septembre et 27 novembre 1998. Les comptes rendus de ces réunions figurent dans les documents G/MA/M/13 à G/MA/M/16. En outre, deux rapports périodiques donnant un aperçu des questions examinées au Comité et contenant des renseignements factuels sur les demandes de dérogation aux fins de l'introduction des modifications du SH96 et de la transposition des listes dans le Système harmonisé, sont reproduits dans les documents G/MA/59 et G/MA/60.¹
2. À sa réunion du 18 juin 1998, le Comité a pris note de la nomination de M. Ole Lundby (Norvège) en tant que Président du Comité pour l'année en cours et l'a élu par acclamation. Le 22 septembre, le Comité est convenu de ne pas élire de vice-président pour le présent mandat, en précisant toutefois que cette décision ne créait pas de précédent en ce qui concernait l'élection future d'un vice-président au Comité.
3. S'agissant de l'introduction au 1^{er} janvier 1996 des modifications apportées à la nomenclature du Système harmonisé et de la communication de la documentation en relation avec ces modifications, le Comité a examiné la situation à chaque réunion sur la base des documents actualisés établis par le Secrétariat. Le 13 décembre 1995, des dérogations individuelles, groupées dans une seule décision pour des raisons opérationnelles, ont été accordées à plusieurs Membres pour l'introduction des modifications du SH96 dans leurs listes. Ces dérogations, qui concernent actuellement 37 Membres, ont été, par des décisions successives du Conseil général, prorogées jusqu'au 30 avril 1999 (voir le document WT/L/281). Outre ces dérogations, quatre Membres ont obtenu une prorogation jusqu'au 30 avril 1999 de leurs dérogations pour la transposition de leurs listes antérieures au Cycle d'Uruguay dans la nomenclature du Système harmonisé.
4. À sa réunion du 27 novembre 1998, le Comité a pris note de la situation concernant les notifications de restrictions quantitatives exposée dans le document G/MA/NTM/QR/1/Add.5. En outre, le Comité a été informé que la base de données relative aux restrictions quantitatives avait été transférée du système de bandes d'ordinateur central à un système de base de données pour ordinateurs personnels.
5. S'agissant de la communication de la documentation requise en ce qui concerne l'introduction des modifications du SH96 dans les listes de concessions de l'OMC concernant les marchandises, le Comité a noté qu'au 27 novembre 1998, neuf des 37 Membres bénéficiant de dérogations n'avaient pas encore présenté la documentation nécessaire, et que les communications de 29 Membres, qui avaient ou non demandé une prorogation, étaient en suspens en raison de la tenue de consultations et/ou de négociations. Depuis le dernier rapport, sept communications avaient été approuvées et certifiées.

¹ En relation avec le paragraphe 7 du document G/MA/60, voir le paragraphe 10 ci-après.

6. Une communication relative au commerce des produits pharmaceutiques a été distribuée le 13 novembre 1998 sous la cote G/MA/W/18, informant les membres du Comité de l'achèvement de la deuxième révision de la liste des produits pharmaceutiques visés par l'arrangement.

7. S'agissant des modalités et du fonctionnement de la base de données intégrée, le Comité a examiné l'état des communications destinées à la BDI à ses réunions des 26 mars, 18 juin, 22 septembre et 27 novembre 1998 sur la base des documents G/MA/IDB/2, G/MA/IDB/2/Rev.1, G/MA/IDB/2/Rev.2 et G/MA/IDB/2/Rev.3. Aux réunions des 26 mars, 18 juin et 22 septembre, plusieurs Membres ont souligné qu'il était nécessaire que tous les Membres fournissent ces données afin de remplir leurs obligations en matière de notification. Il a par ailleurs été noté qu'une assistance technique était disponible pour aider les Membres à communiquer des données pour la BDI. Au 27 novembre 1998, 40 Membres et trois pays accédants avaient présenté des communications destinées à la BDI.

8. À la réunion du 26 mars 1998, le Comité a examiné le document G/MA/IDB/W/3/Rev.1, qui décrivait les modalités de mise en place d'un programme d'assistance technique concernant la BDI. À la réunion du 22 septembre 1998, le Secrétariat a fait oralement rapport sur les activités d'assistance technique qui avaient été menées jusqu'alors.

9. À la réunion du 27 novembre 1998, le Comité a été informé que le Président avait envoyé une lettre aux délégations qui n'avaient pas encore présenté de communications destinées à la BDI, afin de demander des éclaircissements sur les problèmes qu'elles rencontraient en la matière et sur leurs besoins éventuels d'assistance technique. Les Membres concernés ont été priés de répondre d'ici au 29 janvier 1999.

10. Aux réunions des 26 mars et 18 juin 1998, le Comité a examiné les questions concernant la diffusion des renseignements contenus dans la base de données intégrée, sur la base de documents informels élaborés par le Secrétariat et datés du 16 mars (Job n° 1483) et du 28 mai 1998 (Job n° 1483/Rev.1), respectivement. À la réunion du 22 septembre 1998, sur la base de la note révisée datée du 18 septembre 1998 (Job n° 1483/Rev.2), le Comité a adopté, en l'absence d'une délégation qui avait exprimé son opposition aux précédentes réunions, les propositions concernant la diffusion de la BDI qui étaient énoncées dans le document du Secrétariat et seraient publiées sous la forme d'un addendum au document G/MA/IDB/1/Rev.1. De nombreux Membres ont exprimé de vives préoccupations au sujet des éléments des propositions qui ont été adoptées; ces préoccupations sont indiquées dans le compte rendu de la réunion (G/MA/M/16). Il a été convenu que le Président tiendrait des consultations informelles, ouvertes à tous, pour examiner la question.

11. S'agissant de l'établissement des listes codifiées sur feuillets mobiles concernant les marchandises, le Comité a examiné, à sa réunion du 26 mars 1998, une note informelle du Secrétariat datée du 16 mars 1998 (Job n° 1484). La note décrivait les moyens qui pourraient être utilisés pour établir une base de données sur les concessions tarifaires consolidées des Membres. Cette base de données serait conçue comme un outil de travail, sans préjuger de la valeur juridique de son contenu, mais elle donnerait une image précise des concessions des Membres. Les délégations ont indiqué que cette base de données pourrait être un outil très utile et d'une grande importance pour les activités futures du Comité et des Membres. Elles ont appuyé l'idée de mener à bien un projet pilote portant sur la liste d'un Membre, qui permettrait d'évaluer les ressources nécessaires à l'établissement d'une base de données pour tous les Membres. Ce projet permettrait également de découvrir d'éventuels problèmes et contribuerait à déterminer l'intérêt des Membres pour cet exercice. Aux réunions du 22 septembre et du 27 novembre 1998, le Secrétariat a présenté oralement un rapport sur l'état d'avancement du projet pilote.

12. À la réunion du 27 novembre 1998, le Secrétariat a également donné des détails sur un projet de coopération technique qui est prévu pour établir une base de données sur les listes tarifaires codifiées. Une note informelle datée du 27 novembre 1998, décrivant les travaux à accomplir dans le cadre de ce projet, a été distribuée aux délégations. Le Secrétariat établirait les renseignements pour les pays en développement et, parallèlement, les pays développés établiraient leurs listes tarifaires codifiées, suivant le modèle électronique élaboré par le Secrétariat. Le projet serait financé par des contributions spéciales au programme de coopération technique. Le projet serait exécuté dans un délai d'un an et les renseignements figurant dans la base de données seraient mis à la disposition de tous les Membres en même temps.
